

Les organisations paysannes d'Afrique s'adressent au G8

Avril 2009

Préambule

Les dizaines de millions de productrices et producteurs agricoles organisés au sein des cinq réseaux d'organisations paysannes d'Afrique (EAFF, PROPAC, ROPPA, SACAU, UMAGRI¹) et réunis au sein de la Plate-forme Africaine des Organisations paysannes, ont conscience que le monde vit des moments cruciaux de son histoire écologique, économique et sociale.

Depuis un siècle l'industrialisation a favorisé le réchauffement climatique ce qui a pour conséquence sécheresse, désertification, inondations etc. ... La crise financière mondiale a réduit sensiblement le pouvoir d'achat des hommes et des femmes, ce qui a engendré le chômage massif et a aggravé l'insécurité alimentaire. Aujourd'hui, environ 3 milliards de personnes sont privées régulièrement de nourriture. Parmi elles, deux milliards souffrent de carence nutritionnelle et un milliard vit la faim au quotidien. Une partie substantielle de ces personnes vit en Afrique.

Les politiques d'ajustement structurel, les institutions financières de Bretton Woods et les Entreprises Multinationales n'ont pas malheureusement amélioré le cadre de vie des ruraux africains. De plus, le système actuel de libéralisation et de globalisation, accentue la pauvreté dans nos pays et crée une dépendance alimentaire.

Pourtant, l'Afrique peut nourrir ses populations avec ses fortes potentialités agricoles. En effet, selon la FAO seules 27% des superficies cultivables sont effectivement cultivées et sur un potentiel d'irrigation de 42.5 millions d'hectares, à peine un tiers est utilisé.

Pour réaliser les 6% de croissance agricole recommandée par l'Union Africaine dans le volet agricole du NEPAD (CAADP) et réduire de moitié le nombre de personnes qui souffrent de la pauvreté et de la faim à l'horizon 2015, il faudrait sans aucun doute exploiter ces potentialités et placer l'agriculture familiale et les petits producteurs au centre des politiques agricoles, comme semblent le reconnaître les agences du système des nations unies et les institutions financières internationales.

La « révolution verte » aujourd'hui prônée pour l'Afrique ne pourra se faire sans une garantie effective de revenu aux producteurs, sans soutiens conséquents, sans protections des marchés locaux et sans investissements conséquents. Elle ne doit pas se faire non plus avec une utilisation effrénée de produits chimiques et des OGM, au détriment de la biodiversité et de l'environnement.

Les besoins en investissement de l'Afrique pour développer son agriculture sont de loin inférieurs aux millions de dollars qu'elle consacre pour importer ses aliments et s'approvisionner sur les stocks résiduels des autres continents. Ils n'ont aucune commune mesure avec les sommes faramineuses consacrées à l'armement ou à la gestion de la crise financière actuelle. En 2006, le monde a dépensé 1200 milliards de dollars en armement. Les pays du G20 s'appêtent à injecter 1000 milliards de dollars pour juguler la crise financière, en plus des centaines de millions de dollars et d'Euros que les gouvernements américains et européens ont octroyés aux banques et aux industries.

Depuis 2001, les sommets du G8 se succèdent et se ressemblent. Certes, ce sont des espaces qui s'ouvrent de temps à autres à d'autres pays et aux acteurs non étatiques, mais ce sont surtout des moments de grandes annonces pour de nouveaux engagements des pays les plus riches pour eux-mêmes, pour le monde et pour l'Afrique. Celui d'Avril 2009 sur l'Agriculture devra déroger à la règle en s'attaquant aux problèmes mondiaux, tels que la crise et la sécurité alimentaires.

Le Sommet du G8 d'Avril 2009 s'étant fixé comme thèmes de discussion, de traiter des questions agricoles et de sécurité alimentaire, les réseaux d'organisations paysannes d'Afrique ont estimé que c'est de leur devoir de faire part des analyses et suggestions des producteurs agricoles en la matière.

¹ **EAFF** : East African Farmers' Federation ; **PROPAC** : Plateforme Sous-régionale des organisations paysannes d'Afrique Centrale ; **ROPPA** : Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest ; **SACAU** : Southern African Confederation of Agricultural Unions ; **UMAGRI** : Union Maghrébine des Agriculteurs

Déclaration

1. Sur les politiques agricoles

Nous productrices et producteurs membres de plate-forme Africaine des organisations paysannes,

Considérons que:

- La pauvreté, la dépendance et l'insécurité alimentaire qui déjà très importante en Afrique pourrait s'empirer avec une libéralisation sans régulation et une ouverture large de leurs frontières et de leurs marchés agricoles et agroalimentaires comme le stipulent les accords de l'OMC et comme cherchent à l'imposer les Accords de Partenariat Economique avec l'Union Européenne.
- La sécurité alimentaire des pays africains ne peut se fonder sur des importations de stocks résiduels internationaux et sur des marchés où les prix sont fortement volatiles.
- Le développement agricole ne pourra se faire sans sécurisation foncière, en sacrifiant l'environnement, en ignorant les exploitations familiales et avec des technologies dont la base est l'utilisation de produits chimiques et des organismes génétiquement modifiés.

Exigeons de ce fait,

- La reconnaissance du droit de chaque pays de se doter de politiques agricole et commerciale de rupture résolument orientées vers la souveraineté alimentaire et la satisfaction des besoins alimentaires par les produits de la région
- La reconnaissance de la place prépondérante de l'agriculture familiale comme voie primordiale pour assurer la sécurité alimentaire, lutter contre la pauvreté et pour le développement économique et social en Afrique.
- L'adoption de lois foncières protégeant explicitement les petits exploitants et les groupes vulnérables (les femmes, les jeunes et les minorités)
- Le développement de technologie respectant la gestion durable des ressources naturelles, la préservation de l'environnement et de la biodiversité et préparant les producteurs à une adaptation efficace au changement climatique.

2. Sur la gouvernance agricole mondiale et le financement de l'agriculture

Nous productrices et producteurs membres de plate-forme Africaine des organisations paysannes,

Considérons que

- Le G8, du fait qu'il ne regroupe qu'une minorité des pays de la planète, ne peut se prévaloir de la légalité pour prendre des décisions sur la gouvernance agricole mondiale.
- Pour la gouvernance mondiale agricole, il n'est point besoin de créer de nouvelles institutions ad hoc. La Gouvernance devra être conçue et assurée dans le cadre du système des nations unies, particulièrement les institutions à vocation agricole basées à Rome, avec la participation accrue des organisations professionnelles agricoles. Ces institutions doivent jouer un rôle prépondérant dans la coordination et la gestion des ressources à mobiliser pour la sécurité alimentaire et l'augmentation de la production en Afrique.
- Les institutions de Bretton Woods qui ont pendant longtemps encouragé des réformes politiques ayant conduit à la désorganisation des structures de production agricole en Afrique ne peuvent avoir la responsabilité de gérer les fonds destinés à la relance de l'agriculture.

Exigeons que

- La communauté internationale, les pays du G8 en particulier, fassent preuve du même empressement face à la crise financière, du même engagement et de la même volonté de conjuguer leurs efforts pour relancer la production agricole et réduire la pauvreté.
- Les gouvernements africains se doivent de respecter leur engagement de consacrer au moins 10% de leur budget national à l'agriculture, comme lors du Sommet de l'Union Africaine de Maputo.

3. Du Rôle des Organisations professionnelles agricoles

Nous productrices et producteurs membres de plate-forme Africaine des organisations paysannes,

Considérons que :

- Les productrices et producteurs agricoles d'Afrique ont déjà apporté, par le passé, la preuve de leur capacité à répondre aux besoins d'une démographie galopante, avec le doublement de la production agricole entre 1990 et aujourd'hui et ce, dans un contexte marqué par des adversités de toute nature.
- Les productrices et producteurs agricoles d'Afrique doivent vivre de leur travail tout en nourrissant les populations avec lesquelles nous partageons le même espace géographique.
- Les sociétés rurales de nos pays ne doivent pas vivre de charité et de l'aide alimentaire, aussi généreuse soit-elle
- Depuis plusieurs décennies, les organisations professionnelles agricoles africaines ont su s'organiser au niveau local, national, régional et continental. Ils ont pu démontrer par là leurs capacités à se structurer, à formuler des propositions pertinentes et à rendre des services efficaces à la base.

Demandons:

- L'accroissement des investissements en faveur des petits exploitants et des exploitations familiales ainsi que de leurs organisations professionnelles, notamment par le renforcement de leurs capacités en matière d'accès au financement, à la formation et à l'innovation technologique

Engageons à :

- Assumer nos responsabilités et demandons notre participation accrue à la l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques agricole et de développement rural

Rome, le 15 Avril 2009

EAFF, PROPAC, ROPFA, SACAU, UMAGRI